

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2110

Edition du
25 janvier 2016

DANS CE NUMÉRO

Mariage: une initiative populaire en tenue de camouflage (Jean-Daniel Delley)

A deux questions distinctes, le oui unique n'est pas acceptable

Gothard: le temps d'éviter un gaspillage monstrueux (Michel Béguelin)

Au lieu de creuser un ixième tube, il faut réfléchir aux solutions moins coûteuses pour le temps des travaux de modernisation du tunnel routier dès 2027

Les universités suisses sont très internationales, mais jusqu'à quand? (Jacques Guyaz)

Quatre hautes écoles suisses parmi les dix plus internationales du monde

Affronter la quatrième révolution industrielle (Yvette Jaggi)

La numérisation généralisée et la connectivité pour tous: chances, mais aussi inégalités et périls en vue

Mariage: une initiative populaire en tenue de camouflage

A deux questions distinctes, le oui unique n'est pas acceptable

Jean-Daniel Delley - 22 janvier 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28823>

Avec son initiative [«Pour le couple et la famille. Non à la pénalisation du mariage»](#), le PDC avance masqué. Il prône l'égalité fiscale pour mieux cimenter la définition du mariage.

Nous sommes en 2011, année électorale. Lancer une initiative populaire fait partie de la panoplie habituelle des moyens de campagne. Le PDC ne lésine pas et annonce deux initiatives en faveur de la famille, son terrain de prédilection.

[L'une](#) demande l'exonération fiscale des allocations familiales. Elle sera sèchement rejetée en mars 2015 par trois votants sur quatre et par l'ensemble des cantons. [L'autre](#) veut mettre fin à la pénalisation fiscale du mariage et figure au programme des votations fédérales du 28 février prochain.

En 2011 déjà nous dénonçons ([DP 1914](#)) la démarche du PDC consistant à camoufler sous un vernis social - la justice fiscale

- sa conception conservatrice du mariage. Le camouflage est habile.

Fiscalement, les couples mariés sont défavorisés, personne ne le conteste. Il y a plus de trente ans, le Tribunal fédéral a dénoncé cette situation qui n'a toujours pas été complètement corrigée. L'initiative devrait donc trouver un large soutien. Mais elle porte également sur un autre objet, beaucoup moins évident: une définition du mariage que rien n'imposait, entendu comme *«l'union durable réglementée d'un homme et d'une femme»*. Or cette définition constitutionnalise l'exclusion sous ce nom d'une union durable de personnes de même sexe.

Et en faisant du mariage une communauté économique aux yeux du fisc, l'initiative barre la route à d'autres modes de taxation propres à atténuer cette pénalisation fiscale, tels le *splitting* ou la taxation

individuelle.

Le PDC s'est aperçu tardivement du point faible de son initiative, qu'il appelle désormais [«Pour l'égalité fiscale du mariage»](#).

Pour son président [Christophe Darbellay](#), le mariage défini par l'initiative n'est qu'un point de détail qui ne doit pas occulter la question fiscale. En réalité, cette définition représente un pion de taille des conservateurs dans le débat sur l'avenir de l'institution du mariage: au côté du PDC, l'UDC est largement représentée dans le comité interpartis de soutien à l'initiative.

Parce qu'elle ne respecte pas le principe de l'unité de la matière, le Parlement aurait dû invalider cette initiative. C'est donc au souverain de manifester son opposition à une double question - la définition du mariage et la taxation du couple - à laquelle on ne peut exiger une seule réponse positive.

Gothard: le temps d'éviter un gaspillage monstrueux

Au lieu de creuser un ixième tube, il faut réfléchir aux solutions moins coûteuses pour le temps des travaux de modernisation du tunnel routier dès 2027

Michel Béguelin - 24 janvier 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28835>

Admettons que le peuple suisse dise oui au deuxième tube routier au Gothard le 28 février prochain. Imaginez alors la situation lors de son inauguration, disons en 2027.

Entre Göschenen et Airolo, pour quelque 17'000 véhicules/jour en moyenne annuelle à ce moment-là, vous n'aurez pas moins de trois tunnels, tous équipés d'un dispositif anticollision!

A savoir: *primo*, le tunnel routier actuel dûment rénové, ramené de deux à une seule voie de circulation autorisée, *secundo*, une centaine de mètres à côté, le deuxième tube neuf du même grand diamètre, également exploité à moitié et, *tertio*, entre les deux, un troisième tube plus petit, composé de la galerie de sécurité actuelle élargie à une voie de circulation à sens unique avec places d'évitement.

N'oublions pas que, tout à côté, se trouvera encore un autre tube, de même longueur, le tunnel ferroviaire actuel, sans plus aucune utilité économique, sauf celle du genre culture de champignons. Ainsi, à Göschenen, sur un front d'environ 250 mètres de large, l'ensemble des entrées des quatre tubes constituera à coup sûr le plus somptueux portique du monde, véritable monument

célébrant le record planétaire du gaspillage multi-trous de la planète.

Je doute que les citoyens-contribuables apprécient. Et qui va croire le conseiller fédéral de service lorsqu'il répétera, en 2027, que les deux tunnels routiers ne devront pas absorber davantage de trafic qu'en 2016, date de la décision populaire? Quelle énorme farce!

Visiblement, les CFF ont reçu l'ordre d'y croire. Et pourtant, ils savent pertinemment qu'ils devront assumer les inéluctables conséquences financières d'une dilapidation en chaîne.

Pour une vision d'ensemble

Pour ne pas en arriver là, il existe une autre solution, délibérément escamotée jusqu'à aujourd'hui.

Il faut inverser la donne: plutôt que de se focaliser sur la toute petite partie épisodique, la modernisation d'un tube routier du Gothard, il s'agit de prendre une vue de l'ensemble et de considérer la mise en service intégrale du système NLFA (y compris l'axe Lötschberg-Simplon), système national transalpin rail-route représentant le plus important investissement jamais consenti par le peuple.

Vu sous cet angle global, tout change. En 2027, quel trafic marchandises transalpin la Suisse veut-elle traiter au mieux de ses intérêts, compte tenu de l'ensemble des infrastructures routières et ferroviaires disponibles, dorénavant complémentaires? La réponse implique de prendre en compte une série d'éléments.

Tout d'abord, quelles seront les capacités des axes routiers permettant d'éviter le tunnel durant les travaux de modernisation, San Bernardino, route du col du St Gothard, Simplon, compte tenu des investissements massifs en cours depuis 2010 et qui interviendront encore d'ici 2027?

En trafic de transit, quelles seront les capacités de la chaussée roulante ([Rola](#)) du Lötschberg-Simplon - tout ce qui y passe allège le Gothard - qui en 2015 a été utilisée à 85% malgré le franc fort et qui dès l'été 2016 pourra encore améliorer ses performances au départ de Fribourg-en-Brisgau?

Avec la mise en service de la ligne de base du Gothard et du [couloir de ferroutage](#) de 4 mètres à l'angle jusqu'en Italie, combien de semi-remorques et de conteneurs traverseront la Suisse, embarqués sur des trains de 750 mètres de long,

déchargeant d'autant notre réseau routier?

Car c'est bien pour cela que le pays a investi 18,2 milliards de francs pour les deux axes de la NLFA, plus un milliard pour le couloir de ferroutage, sans oublier les quelque 250 millions dépensés à l'étranger. Il faut tout faire pour rentabiliser ces investissements!

Pour le trafic marchandises interne à destination du Tessin, il existe depuis quelques années un système combiné rail-route ne nécessitant pas d'installations spéciales, comme le démontre le système [RailCare](#). Ce système parfaitement fonctionnel, d'une efficacité économique démontrée, dispose déjà de *hubs* à Castione et à Chiasso/Stabio; avec la ligne de base, la porte lui est ouverte pour qu'il devienne un modèle d'efficacité pour le Tessin et pour le reste du pays.

Le mythe perturbateur de la ligne de faîte

Dans cette vision d'ensemble, un mythe perturbateur doit être traité sans tabou: celui de la célébrissime ligne de montagne du Gothard. Le tunnel de base et ses accès constitueront une ligne de plaine (*Flachbahn* dans toutes les publicités). La ligne de montagne, aux coûts d'exploitation naturellement démesurés de l'ordre de 50 millions par an, deviendra par conséquent, à brève échéance, un non-sens économique.

Depuis une bonne vingtaine d'années, le trafic régional se fait déjà par la route, plus directe - elle n'a pas besoin de tourner trois fois autour de l'église de Wassen!

Quant au trafic interrégional qui emprunte la rampe nord à destination d'Andermatt, il est estimé par les CFF à 600 voyageurs par jour en moyenne annuelle, ce qui représente un volume de trafic bien insuffisant pour justifier une exploitation de la ligne par les CFF. Par contre, comme liaison touristique combinée avec le Glacier Express, elle constitue un marché à saisir, par exemple par le Matterhorn Bahn déjà présent à Göschenen, moyennant bien sûr une simplification de la ligne.

Les CFF ont toujours imaginé conserver la ligne de faîte comme un complément à la ligne de base, en particulier pour les cas où cette dernière subirait une interruption de son exploitation. Mais les conditions ont changé: les trains plus longs et plus lourds de la ligne de plaine ne pourront pas passer par la ligne de montagne, sauf à engendrer des surcoûts totalement disproportionnés (système de sécurité différent, importante réserve de locomotives de renfort, manœuvres lourdes) que personne ne voudra payer.

Les itinéraires naturels de détournement du Gothard ferroviaire resteront les autres lignes à travers les Alpes: Lötschberg-Simplon, Brenner

et Mont-Cenis.

Ainsi, il faut se rendre à l'évidence: la ligne de faîte du Gothard n'aura plus d'utilité économique. C'est un fait. Il faut oser en tirer les conséquences.

Un autre aspect doit être pris en compte. Celui du côté technique de la modernisation proprement dite de la galerie routière actuelle. Deux questions profanes, mais fondamentales pour les citoyens-contribuables: le tunnel routier de l'[Arlberg](#) en Autriche, d'une longueur équivalente à celle du Gothard et doté d'un équipement technique semblable est en cours de modernisation; pourquoi la durée des travaux est-elle beaucoup plus courte et les coûts très sensiblement moins élevés? Pourquoi ce qui est possible en Autriche ne peut-il pas l'être en Suisse ([DP 2109](#))?

En récapitulant les réponses aux questions qui précèdent, il apparaît évident qu'en 2027 les conditions auront totalement changé par rapport à celles officiellement présentées aujourd'hui en vue de la votation de 28 février. En particulier, la variante deuxième tube apparaît clairement comme la pire des solutions aussi bien en termes de coûts que d'effets négatifs à long terme sur la rentabilité du système NLFA. Cette variante du deuxième tube doit être catégoriquement rejetée le 28 février.

Ce refus nous laissera le temps

de trouver la meilleure solution pour le trafic qu'il faudra détourner en 2027 pour permettre de moderniser le tube routier actuel, y compris par exemple l'utilisation, d'une façon ou d'une autre, du tunnel

ferroviaire de faîte. L'option raisonnable pourra être prise en connaissance de cause, après avoir développé toutes les potentialités des diverses composantes, ferroviaires et routières, dont l'une pourrait

s'avérer intéressante, celle qui mettrait la route du col du Gothard au niveau d'utilisation de celle du Simplon.

La pire des solutions n'est pas une fatalité.

Les universités suisses sont très internationales, mais jusqu'à quand?

Quatre hautes écoles suisses parmi les dix plus internationales du monde

Jacques Guyaz - 20 janvier 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/28817>

Les classements mondiaux des meilleures universités sont aujourd'hui bien connus et très utilisés par les établissements supérieurs pour soigner leur image de marque ([DP 2098](#)).

La source la plus fiable en la matière, le *Times Higher Education*, vient de publier la [liste des universités les plus internationales](#) en combinant trois critères: tout d'abord la part de personnel étranger chez les chercheurs et les enseignants, ensuite la proportion d'étudiants en provenance d'autres nations, enfin le taux de publications scientifiques issues de l'établissement avec au moins un coauteur étranger.

Ces critères créent des biais statistiques. Ainsi les deux premiers établissements, l'Université du Qatar et celle du Luxembourg fondées respectivement en 1973 et 2003, sont des institutions quasiment hors-sol, ayant tout

importé, le corps enseignant comme la grande majorité des étudiants; les Qataris sont dans les profondeurs du classement en ce qui concerne la qualité de leur haute école alors que le Luxembourg occupe une très honorable 193e place.

Mais, pour nous, l'intérêt de cette liste est la présence de quatre universités suisses dans les dix plus internationales de la planète: l'EPFL est quatrième juste derrière Hong Kong, Genève cinquième, l'EPFZ se retrouve au septième rang et St-Gall occupe la huitième place.

Inutile de se gonfler les biceps. Un pays de taille moyenne comme le nôtre ne peut trouver sur place toutes les compétences nécessaires et doit les recruter à l'étranger. Il ne bénéficie pas d'un «*marché*» de 320 millions d'habitants comme les USA ou de 65 millions comme la Grande-Bretagne, ce qui explique que

les universités les plus célèbres de ces deux pays apparaissent fort peu internationales à l'exception d'Oxford en 18e position.

Le recrutement très international des hautes écoles helvétiques est par ailleurs un [phénomène ancien](#). La proportion d'étudiants étrangers était même plus élevée avant la première guerre mondiale, de l'ordre de 50% contre 27% en 2010. Même durant le grand repli de l'entre-deux-guerres, la part des allogènes s'est maintenue autour de 25%, ce qui est très élevé comparé aux pays voisins. Les étudiantes étrangères représentaient près de 22% des effectifs en 1907. Beaucoup d'entre elles étaient des Russes juives venues étudier la [médecine](#) dans notre pays, à la suite des limitations antisémites dans l'empire russe.

La leçon à tirer de ces

classements? L'ouverture internationale de notre pays est absolument indispensable et nous avons un besoin impératif de compétences étrangères pour maintenir la qualité de nos prestations éducatives et scientifiques. Le résultat de la votation du 9 février 2014 crée un danger évident de régression.

Certes le [nouvel article constitutionnel](#) prévoit que «*les plafonds et les contingents annuels [...] doivent être fixés en fonction des intérêts économiques globaux de la Suisse*», et il faut espérer que la présence de chercheurs et d'enseignants étrangers sera considérée comme faisant partie de ces intérêts économiques globaux. Ils

auront donc peut-être droit à des facilités... mais toujours sous l'œil suspicieux de l'UDC. Et l'on voit bien que cette situation sera intenable à moyen terme.

Profitons bien de la lecture de ces classements. Dans quelques années, nos universités risquent d'y être beaucoup moins présentes.

Affronter la quatrième révolution industrielle

La numérisation généralisée et la connectivité pour tous: chances, mais aussi inégalités et périls en vue

Yvette Jaggi - 25 janvier 2016 - URL: <http://www.domainepublic.ch/?p=28841>

Ces dernières années, un peu plus de la moitié des sociétés figurant en 2000 parmi les 500 plus grandes entreprises du monde recensées par la revue *Fortune* ont disparu de ce classement.

Principale raison de cette élimination: la conservation d'un modèle d'affaires non adapté à l'économie numérique. C'est l'avis, transmis au récent Forum de Davos par un connaisseur, [Pierre Nanterme](#), patron d'Accenture, la plus grande des multinationales du conseil aux entreprises.

Cette quatrième révolution industrielle tue ou affaiblit donc de grandes sociétés, écartées du marché pour n'avoir pas su prendre le virage du numérique. Elles ont négligé - ou refusé - de se mettre à l'interconnexion

continue et généralisée, à l'Internet des objets, aux méthodes agiles de la production décentralisée, du financement partagé, des robots à tout faire.

Et pourtant, la troisième révolution, déclenchée vers 1970, décrite par Jeremy Rifkin une quarantaine d'années plus tard, [contestée à gauche](#) et en vérité déjà dépassée, avait donné de sérieux signes avant-coureurs de la quatrième.

De fait, elle annonçait déjà la configuration emblématique de la révolution contemporaine: le fameux «*Big Data*», cet ensemble de technologies permettant de fournir au bon utilisateur et au bon moment les bonnes informations extraites de masses de données de plus en plus complexes et interconnectées, accumulées à une cadence exponentielle

depuis des dizaines d'années.

A l'instar des entreprises, les pays s'avèrent inégaux devant les effets de la quatrième révolution industrielle.

La Suisse semble bien équipée pour y faire face, selon une [étude comparative](#) portant sur la situation dans 45 pays récemment présentée par UBS. Les résultats ressemblent fort à ceux des classements internationaux de la compétitivité, avec la Suisse et Singapour en tête, suivis sans surprise par les pays scandinaves, les USA et le Royaume-Uni. Inversement, plusieurs économies développées se mêlent aux marchés émergents dans la moitié inférieure de la liste où se retrouvent notamment l'Espagne et le Portugal. Parmi les plus impréparés, on repère l'Indonésie, la Turquie, l'Inde

et le Brésil.

Ces données figurent, parmi beaucoup d'autres, dans le volumineux [rapport sur l'avenir de l'emploi](#) publié par le Forum économique mondial à l'occasion de sa grand-messe annuelle qui vient d'avoir lieu à Davos. Les industries suisse, allemande, irlandaise, suédoise et finlandaise respirent déjà le «[vent rafraîchissant](#)» de l'ère 4.0.

Menaces sur l'emploi

Les mutations technologiques de la quatrième révolution industrielle annoncent de profonds changements sur le marché du travail. La révolution numérique passe pour une machine à tuer l'emploi. Les auteurs américains prédisent que la moitié des postes actuellement occupés aux Etats-Unis pourraient avoir disparu d'ici vingt ans. Même en Suisse, la numérisation menacerait des centaines de milliers d'emplois selon le magazine [Bilan](#).

Ces tristes perspectives ne concernent plus les activités de routine, déjà balayées par l'automatisation caractéristique de la troisième révolution industrielle. Mais les robots et autres outils intelligents, ainsi que les objets connectés, effectueront toujours plus nombreux des travaux relativement qualifiés, actuellement accomplis par des comptables, des employés de

bureau, de guichet, de commerce ou de laboratoire.

Des métiers vont disparaître, d'autres vont se multiplier et se diversifier. Aux travailleurs inquiets pour leur avenir, la [BBC](#) offre en ligne la possibilité d'évaluer les chances de survie de leur activité présente.

Au total, le nombre de personnes occupées risque fort de diminuer dans la production comme dans les services – même si les prévisions restent difficiles à chiffrer.

Dans cette situation, le genre et le niveau de formation prennent une importance décisive. On observe que les pays les mieux armés pour affronter la quatrième révolution sont aussi ceux qui remplissent le mieux les critères relatifs au niveau de savoir-faire et à l'aptitude aux changements. A noter que cette souplesse, évaluée en termes de potentiel d'innovation, est particulièrement élevée en Suisse, en Finlande, en Israël, aux Etats-Unis, au Japon et en Allemagne.

Mesurées à cette aune, les dépenses publiques et privées pour la formation, tant professionnelle que tertiaire, ainsi que pour la recherche, toutes sciences et techniques confondues, constituent sans exception bel et bien des investissements. Avec les chances et les risques qu'un tel financement comporte.

Couper dans les budgets publics pour l'éducation de base et ultérieure représente non seulement un manque de confiance en l'avenir et dans les personnes qui le vivront, mais aussi une simple et grande bêtise, entre défiance à l'égard des «*élites*» et rigueur mal placée. A cet égard, les débats en cours, dans le [canton de Zurich](#) et ailleurs, y compris au niveau fédéral, méritent d'être suivis avec la plus grande attention.

La Banque mondiale le rappelle dans son *Rapport sur l'état du monde 2016*: les [dividendes](#) du numérique ne se répartissent pas davantage de manière égale que ceux de la prospérité économique en général. Les plus gros obstacles à l'inclusion n'étant pas technologiques, il faut prévoir des «*stratégies bien plus ambitieuses que celles qui ont prévalu en matière de Tic*», ces technologies de l'information et de la communication qui auront marqué la troisième révolution industrielle.

En effet, en complément aux investissements consentis pour l'assurer, la «*connectivité pour tous*» exige un accompagnement analogique, à la fois réglementaire et institutionnel, éducation en tête.

A défaut d'une réponse à la hauteur du défi numérique, les risques l'emporteront sur les chances.

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Mariage: une initiative populaire en tenue de camouflage

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis404.html>

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis405.html>

<https://www.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis404t.html>

<http://www.domainepublic.ch/articles/17660>

<http://www.egalitefiscaledumariage.ch/>

<https://www.letemps.ch/suisse/2016/01/18/christophe-darbellay-definition-mariage-rien-sorcier>

Gothard: le temps d'éviter un gaspillage monstrueux

<http://www.ralpin.ch/>

<https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=54749>

<http://www.railcare.ch/content/railcare/fr.html>

<http://www.asfinag.at/arlberrgtunnel>

<http://www.domainepublic.ch/articles/28782>

Les universités suisses sont très internationales, mais jusqu'à quand?

<http://www.domainepublic.ch/articles/28321>

<https://www.timeshighereducation.com/features/200-most-international-universities-world-2016>

<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/f/F10429.php?topdf=1>

<http://www.revmed.ch/rms/2011/RMS-309/La-lente-feminisation-des-etudes-medicales-Geneve-1880-2000>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a121a>

Affronter la quatrième révolution industrielle

<http://www.weforum.org/agenda/2016/01/digital-disruption-has-only-just-begun>

http://www.liberation.fr/terre/2014/10/21/la-troisieme-revolution-de-rifkin-n-aura-pas-lieu_1126521

http://www.bakom.admin.ch/themen/infosociety/index.html?lang=fr&download=NHZLpZeg7t,lnp6i0NTU042l2Z6ln1ae2lZn4Z2qZpnO2YUq2Z6gpJCDfYJ9fWym162epYbg2c_JjKbNoKSn6A--

https://www.ubs.com/global/en/about_ubs/follow_ubs/highlights/davos-2016/_jcr_content/par/columncontrol/col1/actionbutton.1402140804.file/bGluay9wYXRoPS9jb250ZW50L2RhbmS91YnMvZ2xvYmFsL2Fib3V0X3Vicy9mb2xsb3ctdWJzL3dlZi13aGl0ZS1wYXBldi0yMDE2LnBkZg==/wef-whit-paper-2016.pdf

<http://reports.weforum.org/future-of-jobs-2016/>

<http://www.nzz.ch/wirtschaft/industrie-40-sorgt-fuer-frischen-wind-1.18679393>

<http://www.bilan.ch/node/1032739>

<http://www.bbc.com/news/technology-34066941>

<http://www.tagesanzeiger.ch/zuerich/region/wir-muessen-den-ballast-vom-notwendigen-unterscheiden/story>

/31967162

<http://pubdocs.worldbank.org/pubdocs/publicdoc/2016/1/592551452690993529/WDR2016MainMessages-FRENCH-WebRes.pdf>